

Les cultures pérennes sont-elles menacées ?

[Oléagineux, Corps Gras, Lipides. Volume 8, Numéro 6, 562-5, Novembre - Décembre 2001, Dossier : L'avenir des cultures pérennes](#)

Auteur(s) : Denis DESPREAUX, Dominique NICOLAS, Cirad-Cp, TA 80-P53, boulevard de la Lironde, 34398 Montpellier Cedex 5.

Résumé : Au cours des dernières décennies, les cultures pérennes ont connu un formidable essor dans les zones tropicales humides. Grâce à une demande toujours croissante en chocolat, café et caoutchouc naturel, les plantations de cacaoyers, de caféiers et d'hévéas se sont répandues sur plusieurs dizaines de millions d'hectares à travers tous les continents. Pour ce qui concerne les oléagineux, les cultures de cocotiers et, plus récemment, de palmiers à huile, ont connu des évolutions comparables. Les retours financiers que procurent ces cultures sont considérables et pèsent souvent de manière déterminante sur les économies des pays producteurs. Par ailleurs, ces productions agricoles alimentent aussi des filières économiques dynamiques et importantes pour les pays du Nord, telles que celles des pneumatiques, de l'agro-alimentaire ou des produits cosmétiques. Cependant, le nouveau contexte de politiques libéralisées et mondialisées, ainsi que l'émergence de questions nouvelles sur la gestion durable des territoires et des ressources naturelles, amènent à s'interroger sur la place qui sera réservée à ces productions agricoles au cours du xxi^e siècle.

Au cours des dernières décennies, les cultures pérennes ont connu un formidable essor dans les zones tropicales humides. Grâce à une demande toujours croissante en chocolat, café et caoutchouc naturel, les plantations de cacaoyers, de caféiers et d'hévéas se sont répandues sur plusieurs dizaines de millions d'hectares à travers tous les continents. Pour ce qui concerne les oléagineux, les cultures de cocotiers et, plus récemment, de palmiers à huile, ont connu des évolutions comparables. Les retours financiers que procurent ces cultures sont considérables et pèsent souvent de manière déterminante sur les économies des pays producteurs. Par ailleurs, ces productions agricoles alimentent aussi des filières économiques dynamiques et importantes pour les pays du Nord, telles que celles des pneumatiques, de l'agro-alimentaire ou des produits cosmétiques. Cependant, le nouveau contexte de politiques libéralisées et mondialisées, ainsi que l'émergence de questions nouvelles sur la gestion durable des territoires et des ressources naturelles, amènent à s'interroger sur la place qui sera réservée à ces productions agricoles au cours du xxi^e siècle.

L'expression *cultures pérennes* trouve son origine dans la nature du matériel végétal utilisé, matériel dont la durée d'exploitation est de l'ordre de 25 ans, soit à peu près une génération. Pourtant, les produits de consommation issus de ces cultures pérennes sont de natures très différentes et les utilisations finales apparaissent très diverses. Entre la boisson stimulante, le pneu, le savon et l'huile alimentaire, il existe peu de similitudes. Tous ces produits possèdent néanmoins une caractéristique commune : une part plus ou moins importante de la production est échangée sur un marché international et est utilisée pour alimenter un réseau d'entreprises de type plus ou moins industriel. Le principal avantage de cette ouverture sur le monde extérieur et industriel est de pouvoir accéder à une demande beaucoup plus importante que celle d'un marché intérieur aux débouchés limités. On passe alors à une échelle mondiale et à une distribution possible aux consommateurs de tous les continents, en particulier les plus solvables, comme ceux d'Europe, du Japon ou des États-Unis. Jusqu'à présent, les volumes de ces nouveaux marchés n'ont cessé de croître et ont absorbé finalement sans grosses difficultés l'explosion de l'offre. La consommation mondiale de cacao est ainsi passée d'à peine plus de 100 000 tonnes au début du xx^e siècle, à près de 3 millions de tonnes de nos jours.

Autre avantage, étroitement lié au premier : l'accès, à travers les cultures pérennes, à des sources de

revenus financiers substantiels. Pendant presque toute la moitié du xx^e siècle, le café est resté la denrée alimentaire dont la valeur des échanges était la plus élevée au monde, le blé ayant pris le *leadership* depuis seulement 1996-1997. Lorsque les cours mondiaux sont soutenus, les masses financières mises en jeu s'avèrent considérables. Les échanges sur le marché du café ont ainsi atteint une valeur de 15 milliards de dollars en 1998. Une grande partie de ces ressources est captée par les acteurs de la commercialisation, de la transformation et de la distribution. Cependant, le secteur de la production a aussi pendant longtemps généré des revenus intéressants. En effet, la plupart des extensions de surfaces cultivées demandent peu de capitaux. Les nouvelles cultures sont le plus souvent créées à partir de fronts pionniers, c'est-à-dire dans des territoires à faible pression foncière, donc sur des terres à moindre coût, en utilisant de la main-d'œuvre bon marché. L'effort initial est sans doute plus important que pour les cultures annuelles, pour lesquelles l'investissement devient productif en seulement quelques mois, voire quelques semaines. Dans le cas des cultures pérennes, il faut attendre de trois à sept ans pour obtenir les premières récoltes¹. Mais une fois que les arbres sont installés, et à moins d'accident majeur, ils constituent un outil de production stable, capitalisé de manière durable. La relative disponibilité en terres nouvelles à exploiter a conduit à étendre les superficies cultivées plutôt qu'à augmenter la productivité par unité de surface. Le cas du cacao est, à ce titre, exemplaire : certains rapports espagnols datant de l'époque coloniale font état de niveaux de rendement d'environ 700 kg/ha/an dans les plantations indigènes d'Amérique centrale. Ce chiffre est supérieur à l'actuelle moyenne mondiale de production qui n'atteint pas les 500 kg/ha/an ! Toutefois, l'introduction d'innovations telles que la culture de clones greffés chez l'hévéa ou les semences hybrides *tenera* pour le palmier à huile, ont permis d'améliorer sensiblement les rendements. Leurs incidences ne sont néanmoins pas comparables aux sauts qualitatifs et quantitatifs relevés chez le blé ou le soja.

Ces différents avantages expliquent pourquoi ces nouvelles cultures ont fait l'objet d'engouements extraordinaires. Historiquement, les premiers intéressés ont d'abord été des grands investisseurs privés ou publics. C'est ainsi qu'ont été créées les grandes plantations, souvent associées à des unités de transformation de grande capacité. Cependant, le système des grandes plantations, qui nécessite de larges infrastructures et utilise une main-d'œuvre salariée nombreuse, ne se justifie pleinement qu'en présence d'une réelle intensification ou d'une économie d'échelle significative. Dans le cas contraire, il est concurrencé par les exploitations villageoises utilisant de la main-d'œuvre familiale, de taille plus petite, mais beaucoup plus flexibles vis-à-vis des contraintes sociales et économiques. Les productions de coprah, de cacao et de caoutchouc naturel sont ainsi maintenant très largement dominées par les systèmes villageois. Le formidable essor de la production de café au Vietnam au cours des dix dernières années, qui est passé d'une production annuelle moyenne de 100 000 tonnes dans les années 80, à plus de 800 000 tonnes de café prévues pour la campagne 2001-2002, faisant ainsi de ce pays le deuxième producteur mondial, est lui aussi fondé sur de petites unités de production. De même, la culture du palmier à huile voit l'émergence de plus en plus significative d'un secteur villageois, déjà prépondérant en Afrique.

Ainsi, le monde des cultures pérennes est-il essentiellement aujourd'hui un monde composé de plusieurs dizaines de millions de petits exploitants qui procurent de l'emploi et font vivre plusieurs centaines de millions de personnes dans les zones rurales des pays tropicaux à climat chaud et humide. Les plantations structurent les paysages en maintenant des écosystèmes cultivés arborés qui protègent les sols de l'érosion et du lessivage. Les produits de ces cultures pérennes procurent des ressources monétaires à des milieux agricoles qui disposent de peu d'alternatives, et alimentent des filières économiques de dimension mondiale, intégrant de nombreuses entreprises industrielles, dont certaines pèsent sur l'économie de la planète, comme, entre autres, Michelin, Nestlé ou Unilever.

Ce monde des cultures pérennes subit la plus grande crise de son histoire : les cours des matières premières agricoles d'origine tropicale sont sur une tendance baissière depuis de nombreuses années et, globalement, n'ont jamais été aussi bas que pendant ces derniers mois. Le prix actuel du coprah, de l'ordre de 200 dollars la tonne, ou celui de l'huile de palme, entre 250 et 300 dollars la tonne, sont du même ordre de grandeur que ceux déjà pratiqués pendant les années 60. Cependant, l'indice des prix américain a été multiplié par 5 au cours des 30-35 dernières années. Les prix du coprah ou de l'huile de palme ont ainsi, en fait, été divisés par 5 pendant cette période, en dollar constant. Cette faiblesse des cours est associée à une extrême volatilité des marchés, qui fluctuent en fonction de multiples facteurs incontrôlables. La seule rumeur de prévision de gel au Brésil peut faire s'envoler les cours du café et le démenti, quelques semaines plus tard, en provoquer l'effondrement. Pour faire face à ces variations imprévisibles, les acteurs ont tenté de mettre en place des mécanismes de régulation des échanges : accords internationaux avec ou sans stocks régulateurs, caisses de stabilisation, cartels de pays producteurs. Mais aucune de ces constructions n'a résisté à l'épreuve du temps et elles ne s'inscrivent pas dans le courant de pensée dominant de la libéralisation et de la mondialisation. Les institutions financières internationales telles que le FMI ou la Banque mondiale ont, de fait, poussé au démantèlement des mécanismes de contrôle et de régulation

étatiques au travers de plans d'ajustement structurels. L'objectif poursuivi est de minimiser les coûts et les ponctions liés aux services publics souvent peu efficaces, afin de maximiser les retours directs aux producteurs. L'application de ces politiques permet en effet, généralement, d'augmenter la part qui revient aux agriculteurs. Cependant, les cours étant de plus en plus faibles, les rémunérations brutes n'en continuent pas moins de diminuer en valeur absolue.

Cette évolution à la baisse des cours des produits agricoles n'est pas propre aux pays tropicaux. Il s'agit là d'une tendance lourde qui touche aussi depuis longtemps les États-Unis et l'Europe, qui ont accepté l'idée de subventionner leurs productions agricoles au titre de leurs intérêts stratégiques. Appel est ainsi fait auprès du contribuable européen ou américain pour préserver les exploitations agricoles, l'aménagement des territoires et protéger l'environnement. Le problème est de nature sensiblement différente en zone tropicale humide où la plupart des pays sont déjà sur-endettés et ne disposent pas des moyens nécessaires pour appliquer une véritable politique de protection de leurs agricultures. De plus, le désengagement des États imposé par les institutions financières internationales a amenuisé leurs possibilités d'intervention publique sur des marchés dorénavant libéralisés.

Concrètement, la baisse des cours et leur volatilité augmentent les risques pris par les producteurs, qui n'ont plus de garantie de rémunération. Ces phénomènes sont aggravés dans le cas des cultures pérennes qui, par définition, sont inscrites dans la durée. Quand un agriculteur vend mal ses arachides à l'issue d'une saison de production, il peut changer la nature et son mode de production dès le cycle suivant. La réorientation d'une exploitation à base de cocotiers est une toute autre affaire. Aux questions économiques viennent en outre s'ajouter des considérations sociales, le statut de planteur jouant un rôle important dans la structuration des sociétés. L'ancien président de Côte d'Ivoire, le président Houphouët-Bouagny ne se prévalait-il pas d'être le premier planteur de ce pays ?

Les analyses prospectives conduites par le Cirad (l'une sur la filière cacao en 1997-1998 et l'autre sur la filière hévéa en 2000-2001) font ressortir comme probables des scénarii catastrophes intégrant la possibilité d'une baisse rapide des investissements pour la production, puis, à brève échéance, une rupture durable de l'équilibre entre l'offre et la demande. L'analyse historique des événements passés montre que ce type de rupture, qui n'est survenu jusqu'à présent qu'à des échelles très localisées lors de chutes passagères des cours des matières premières, engendre des déstructurations fortes des milieux ruraux, se traduit par une augmentation sensible de la pauvreté, et laisse des territoires écologiquement appauvris et devenus inaptes pour longtemps à la production agricole. Par ailleurs, en aval de la filière, dans un tel cas de figure, les industries utilisatrices seraient confrontées à de graves difficultés d'approvisionnement. Après une période de déstabilisation économique, la situation pourrait évoluer en une forte récession de la demande.

C'est dans ce contexte de questionnement que le Bureau national d'études techniques et de développement (Bnedt), le Cirad et l'Université libre d'Amsterdam se sont associés pour organiser la conférence internationale sur « L'avenir des cultures pérennes : investissement et durabilité en zones tropicales humides », qui s'est tenue à Yamoussoukro du 5 au 9 novembre 2001. Pays du Sud, grand producteur de cultures pérennes, pays africain sujet à une récente politique de libéralisation, la Côte d'Ivoire était un site parfaitement désigné pour accueillir cette manifestation qui a attiré des participants du monde entier. Acteurs du développement, décideurs nationaux et internationaux, organisations non gouvernementales et chercheurs ont conduit leurs réflexions sur les perspectives de la demande, l'évolution des marchés, les risques et les modèles de prise de décision pour investir, le changement des contextes politique et institutionnel, l'impact environnemental, le rôle de la recherche. Au-delà du constat de crise, les enjeux étaient d'inventorier les voies politiques, économiques, sociales et techniques qui permettraient de proposer des fonctionnements de marchés qui soient plus favorables aux investissements, qui assurent des répartitions plus équitables entre les différents acteurs et, enfin, qui tiennent compte des contraintes environnementales.

Cette livraison d'OCL reprend quelques-unes des communications développées pendant ses journées fort riches en échanges et en débats.

En conclusion, les participants à la conférence ont souhaité porter le fruit de ces réflexions à l'attention de tous, à travers une déclaration qui est reproduite *in extenso* dans l'encadré ci-inclus. L'intention majeure de cette déclaration est d'alerter les opinions sur l'évolution défavorable de la situation pour les producteurs de cultures pérennes et d'ouvrir la porte à l'élaboration de nouvelles politiques agricoles prenant pleinement en compte les préoccupations sociétales, qui apparaissent difficiles à résoudre par la seule libéralisation des marchés.

Dans cette perspective, la recherche devra jouer un rôle déterminant, car l'évolution des situations rend nécessaire, d'une part, l'acquisition de nouvelles connaissances et, d'autre part, la création d'innovations

scientifiques et techniques, tant en économie et en sociologie qu'en agronomie et en écologie. Cependant, les moyens de recherche orientés sur les cultures pérennes ont subi des réductions drastiques au cours des dernières années, dans les pays du Sud comme dans les pays du Nord, dans le secteur public comme dans le secteur privé. Les enjeux liés aux cultures pérennes apparaissent suffisamment importants pour justifier la reconstruction de dispositifs de recherche adaptés, grâce à une mobilisation accrue de l'aide publique au développement.

Déclaration de Yamoussoukro

Les participants à la conférence internationale sur « l'avenir des cultures pérennes », réunis à Yamoussoukro du 5 au 9 novembre 2001, représentant une vingtaine de pays d'Afrique, d'Amérique, d'Europe, d'Australie et d'Asie, ainsi que plusieurs organisations internationales conscients :

- du rôle fondamental des cultures pérennes, d'une part, dans l'économie des pays producteurs, et d'autre part, dans l'accès aux ressources monétaires des populations actives de ces pays, et contribuant ainsi à la lutte contre la pauvreté et au maintien des équilibres sociaux ;*
- de la fonction déterminante des cultures pérennes pour le maintien d'un écosystème cultivé de type forestier, à la fois fixateur de carbone et évitant l'érosion des sols, et contribuant ainsi à la préservation de l'environnement, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle planétaire ;*
- des incertitudes quant à l'avenir de ces cultures en raison, d'une part, de l'effondrement général et persistant des cours mondiaux des produits de base, et d'autre part, de l'augmentation de l'écart entre les prix payés par les consommateurs finaux et ceux reçus par les producteurs ;*
- de l'impossibilité de réussir les nécessaires diversifications des productions agricoles avec des paysans en situation d'appauvrissement, ce qui menace l'ensemble des systèmes agraires, y compris dans leur capacité à assurer les productions alimentaires ;*
- des insuffisances des mécanismes actuels de marché pour réaliser l'ajustement de l'offre et de la demande à des prix acceptables pour tous les acteurs des filières pérennes, et aussi, des limites des anciennes formes d'intervention des États dans la gestion de ces marchés ;*
- des lacunes constatées en matière de réorganisation des filières dans les pays producteurs et de la lenteur de l'émergence de systèmes associatifs efficaces chez les producteurs ;*
- des difficultés de renouvellement de l'outil de production, en particulier de la replantation, dans la situation de crise actuelle ;*
- de l'élévation des exigences de qualité en matière de sûreté des aliments des consommateurs ;*
- de l'ignorance des consommateurs finaux quant à la réalité des problèmes auxquels sont confrontés les producteurs ;*

alertent :

- les opinions publiques mondiales et les responsables politiques des risques graves qui pèsent sur l'avenir des paysanneries parmi les plus pauvres de la planète et sur l'équilibre des écosystèmes cultivés de type forestier en zone tropicale ;*

et recommandent :

- que les forces en présence se mobilisent dans le cadre d'une action internationale ambitieuse ;*
- que la problématique spécifique des cultures pérennes, incluant, outre le strict volet du marché, les aspects sociaux comme la lutte contre la pauvreté, et environnementaux comme le maintien d'écosystèmes de type forestier, soit reconnue par les organismes internationaux, les autorités politiques, les bailleurs de fonds, ainsi que tous les acteurs des filières concernées ;*
- que puisse pleinement être exercé par les pays producteurs leur droit à élaborer et mettre en place des politiques agricoles définissant le nouveau rôle de l'action publique dans le domaine des filières pérennes ;*
- que soit prise en considération la relation entre la situation foncière et le développement des cultures pérennes ;*
- que soient renforcés les initiatives et le dynamisme des producteurs par l'appui aux organisations de producteurs leur permettant, d'une part, d'exercer un véritable pouvoir de négociation, et d'autre part, de participer à l'élaboration des politiques agricoles, par la formation et l'information ;*
- que soient recherchées toutes les possibilités d'une coopération garantissant des relations plus équitables*

entre tous les acteurs des filières concernées et promus les services adaptés au fonctionnement de ces filières ;

- que soient créés par la recherche de nouveaux référentiels et innovations scientifiques et techniques apportant les gains de productivité nécessaires pour augmenter les revenus des producteurs, pour répondre aux augmentations de besoins en approvisionnement, tout en assurant la préservation des ressources naturelles nécessaire aux générations futures ;

- que soient développées toutes les opportunités de diversification, dans le domaine des productions agricoles, mais aussi dans celui des transformations et de toutes autres activités économiques.

Note :

¹ Les interlignes des surfaces plantées en cultures pérennes sont souvent utilisées pour des productions annuelles pendant la période immature des plantes pérennes, afin de minimiser le manque à gagner pendant cette période délicate.

Conférence de Yamoussoukro

« L'avenir des cultures pérennes : investissement et durabilité en zones tropicales humides »

Comité d'organisation

Robert Yapo Assamoi Bnetd Côte d'Ivoire

Bernard Kouame N'Goran Bnetd

Kees Burger ESI-VU Pays-Bas

Dominique Nicolas Cirad France

François Ruf Cirad France

Patrice de Vernou Cirad Côte d'Ivoire

Bnetd - Bureau national d'étude technique et de développement

ESI-VU - Institut des sciences économiques et sociales : Université Libre d'Amsterdam

Comité scientifique

Président :

J.M. Boussard Inra (Institut national de la recherche agronomique) France

Membres :

Babacauh Koffi Dongo Planteur Côte d'Ivoire

Colin Barlow Australian National University Australie

A.F.S. Budiman IRSG (International Rubber Study Group) Royaume-Uni

Marc Clayton CFC (Commun funds for Commodities) Pays-Bas

Benoît Daviron Cirad France

Thomas Eponou Primature /Bnetd Côte d'Ivoire

Chris Gilbert FEWEB & ESI (Université Libre d'Amsterdam) Pays-Bas

Nikolaus Gotsch ETH (Swiss Federal Institute of Technology) Suisse

Robert Hirsch AFD (Agence française de développement) France

Mario Samper Uni. Costa Rica Costa Rica

Tiemoko Yo CNRA (Centre national de recherche agronomique) Côte d'Ivoire

Plus de 400 participants, 26 pays représentant les cinq continents

105 communications

Sources de financement

Union Européenne

MAE France

MAE Pays-Bas

CTA Pays-Bas

Bnetd Côte d'Ivoire

Cirad France

ESI-VU Pays-Bas